

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 01/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MAMP**

Le Pharo  
58, boulevard Charles-Livon  
13007 Marseille

D/SPR/GP/955/2023

Références : SS/PL-D-1305-MRT-2023

Code AIOT : 0006404706

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/07/2023 dans l'établissement MAMP implanté CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues. L'inspection a été annoncée le 28/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection fait suite à un premier incendie qui s'est déclaré le 18 juillet 2023 à 6h dans l'alvéole 3, rapidement maîtrisé. Ensuite, le feu a probablement couvé dans le massif de déchets. Le 27 juillet 2023, vers 17h45, des flammes et de la fumée sont apparues au centre de l'alvéole 3, en dehors de la zone d'exploitation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAMP
- CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006404706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Métropole Aix Marseille Provence exploite une installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit Vallon du Fou, conformément à l'arrêté préfectoral du 9 février 2009.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- visite réactive suite au départ de feu – gestion de l'incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie qui s'est déclaré le 27 juillet 2023 en fin de journée a été correctement géré et maîtrisé par le SDIS et l'exploitant. Une surveillance de l'installation a été mise en place par l'exploitant toute la nuit et les jours qui ont suivis. La zone impactée par l'incendie a fait l'objet de recouvrement de terre (2 000 tonnes d'après l'exploitant). Aucune dégradation de l'étanchéité de la membrane de l'alvéole 3 n'a été constatée.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p> <p>Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b><u>Incendie initial :</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mardi 18/07/2023</li> <li>○ Départ de feu vers 6h, au coin sud-ouest de l'alvéole 3 (zone en cours d'exploitation)</li> <li>○ Origine indéterminée</li> <li>○ Fin de l'incendie à 7h30</li> <li>○ Feu de surface ayant entraîné une légère dégradation de l'étanchéité de l'alvéole 3, environ 1 m<sup>2</sup></li> <li>○ Pas de propagation à l'extérieur, aucune incidence sur la santé humaine, pas d'impact sur l'environnement ni sur le matériel.</li> <li>○ Fiche GP transmise le jour-même.</li> </ul> </li> <li>- <b><u>Reprise d'incendie :</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Jeudi 27/07/2023</li> <li>○ Départ de feu vers 17h45, au centre de l'alvéole 3, hors zone d'exploitation.</li> <li>○ Origine probable : incendie du 18/07/2023 (couvant)</li> <li>○ Moyens mis en œuvre pour maîtrise de l'incendie : SDIS (camion 32 tonnes, avec lance : 4 cuves d'eau vidées) + moyens internes : 2 compacteurs, 2 chargeuses, 2 amplirolls 8x4 + coordination pour recouvrement (terre)</li> <li>○ Fin de l'incendie à 23h30. Surveillance toute la nuit (agents Métropolitains + société ONET)</li> <li>○ Légers dégagements de fumées dans le courant de la nuit &gt;&gt;&gt; intervention des agents MAMP pour recouvrement complémentaire.</li> </ul> </li> </ul>

- Feu en surface du massif de déchets uniquement, aucune dégradation de l'étanchéité.
- Pas de propagation à l'extérieur, aucune incidence sur la santé humaine, pas d'impact sur l'environnement ni sur le matériel.
- Journée du vendredi 28/07/2023 : ajout de terre sur l'ensemble de l'alvéole pour étouffement du feu et limitation des reprises (environ 2000 tonnes de terre).

Une fiche G/P a été transmise le 31 juillet 2023 faisant la synthèse de l'incident du 27 juillet (en lien avec l'incendie du 18 juillet 2023).

Un plan d'action pour les journées des 29 et 30 juillet 2023 proposant les moyens humains et matériels mobilisés afin de surveiller la zone impactée par le feu, et permettre une réaction rapide en cas de reprise du feu, a été transmis à l'Inspection.

La reprise de l'activité de stockage est prévue en dehors de la zone impactée par l'incendie, les déchets sont immédiatement compactés et recouverts de terre, au fur et à mesure des apports.

Le rapport d'incident faisant la synthèse des deux événements a été transmis par courriel le 25 août 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet